

# Grandes manœuvres dans la presse écrite

*“Confier [...] l'impression de nos journaux au centre d'impression du groupe Rossel signifierait enfin, et surtout, la fusion inéluctable, à terme, des Editions de l'Avenir et du groupe Sud-Presse.”*

Les membres du personnel des Editions de l'Avenir

- Un débat sur l'évolution des Editions de l'Avenir (EdA) aura lieu dans quinze jours au Parlement wallon
- Si le PS, le MR et le CDH sont officiellement sur la même longueur d'onde, en coulisse, les visions sont différentes.

## Le sort des Editions de l'Avenir débattu au parlement dans 15 jours

Eclairage Stéphane Tassin

Ce mercredi après-midi, le parlement wallon réuni en séance plénière, ne se saisira pas de la question du futur des Editions de l'Avenir (EdA). Certains poussaient pour un débat général, mais d'autres préféraient avoir recours à des questions d'actualité. Le temps que les députés wallons ont mis, mardi, pour se mettre d'accord sur la manière de procéder montre combien le dossier est délicat : chacun marche sur des œufs. Finalement, face au refus du MR d'organiser un débat ce mercredi ou même de répondre aux questions d'actualité – jugeant qu'un débat sur ce sujet est prématuré face au manque évident d'informations –, les quatre partis ont trouvé une autre formule. Un débat devrait être organisé dans quinze jours en commission de l'économie. Le temps pour chacun d'y voir plus clair.

Les députés wallons inviteraient alors, pour

éclairer leur lanterne, François le Hodey (CEO d'IPM), Bernard Marchand (CEO de Rossel), Jos Donvil (CEO d'EdA), un représentant de l'Association des journalistes professionnels (AJP) et un représentant de la rédaction de "L'Avenir". A l'heure de boucler cette édition, cette formule qui tenait la corde devait encore recevoir une validation officielle du président du parlement wallon, André Antoine (CDH).

Dans ce dossier (voir ci-contre), le monde politique wallon joue sur deux tableaux. Il y a ceux qui travaillent la communication extérieure et rappellent les grands principes. Et puis il y a ceux qui opèrent en coulisse.

Côté lumière, MR, PS, CDH et Ecolo sont sur la même longueur d'onde. La liberté et le pluralisme de la presse doivent être respectés. En novembre 2017, les quatre partis avaient même signé un communi-

qué de presse commun pour préciser leur position.

#### Les jeux d'influence entre les partis

Mais il y a les jeux d'influence en coulisse. On retrouve dans la danse le MR, le PS et le CDH. Avec, une rupture presque historique entre Liégeois. D'un côté, la fédération liégeoise du MR, présidée par le ministre du gouvernement fédéral, Daniel Bacquelaire, est plutôt favorable au scénario qui verrait EdA rejoindre le groupe IPM (La Libre-La DIJ). De l'autre, le ministre communautaire, Jean-Claude Marcourt, grand patron du PS à Liège, qui prône le regroupement des moyens industriels, logistiques et informatiques entre les titres de presse. C'était une des recommandations du rapport McKinsey, qu'il avait commandé il y a déjà quelques années de cela.

Certains, dans les milieux médiatiques et politiques, font valoir que la solution prônée par le MR permettrait, en Fédération Wallonie-Bruxelles, la constitution de deux groupes de presse de taille presque égale (infographie). Et avancent que la vision de Jean-Claude Marcourt avantagerait par contre fortement le groupe Rossel. Lequel, en recueillant les Editions de l'Avenir dans son giron, formerait un ensemble très puissant (lire ci-contre). Précisons que du côté du

ministre liégeois, jamais un tel cas de figure n'a été officiellement exposé.

Comment le CDH se positionne-t-il dans ce dossier ? Les centristes se disent ouverts à tout, même si la mutualisation des coûts de production des journaux a leur préférence, à condition qu'elle concerne l'ensemble des titres.

Ces derniers pourraient être imprimés dans un seul et même endroit, en Wallonie. Bpost serait, selon une source humaniste, prêt à installer à côté de cette imprimerie un centre dédié à la distribution des journaux. Un scénario positif en apparence, puisqu'il inclut l'ensemble des acteurs, mais qui condamnerait l'imprimerie d'IPM installée à Anderlecht, en Région bruxelloise.

MR, PS, CDH et Ecolo sont sur la même longueur d'onde. La liberté et le pluralisme de la presse doivent être respectés.

#### LES TROIS GROUPES MÉDIAS EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Parts de marché basées sur l'audience presse (journaux papier, éditions digitales et audience web) et autres activités de ces groupes à fin 2017



# Une consolidation est inévitable. Mais comment et avec qui ?

Analyse Pierre-François Lovens

**C'**est une véritable bataille qui se joue dans les coulisses politiques et économiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Qui en sont les protagonistes ? Pour quoi se battent-ils ? Et à quelle issue peut-on s'attendre ?

Concentrons-nous sur les enjeux économiques du dossier. Au centre de la bataille, on trouve les Editions de l'Avenir (EdA), dont le pôle public wallon Publifin/Nethys est devenu l'unique actionnaire en 2013. En quatre ans, rien n'a vraiment été entrepris par Nethys, et son pôle télécoms VOO, envers EdA. La seule chose qui a évolué, c'est la situation financière. Et pas dans le bon sens. L'activité "journaux et sites web" du groupe de presse namurois aurait perdu près d'un demi-million d'euros en 2017. A cela, il faut ajouter deux autres activités : Avenir Développement (où sont logés "Moustique" et "Télé Pocket") et Avenir Advertising (avec le gratuit "Proximag", qui est devenu un foyer de pertes importantes). Si on consolide les comptes de ces trois activités, la perte du pôle Avenir avoisinerait les 2 millions.

Avec Jos Donvil désormais aux manettes des Editions de l'Avenir en plus de la direction de Voo (lire notre édition de mardi), tout indique que Nethys va passer à l'action. D'après nos informations, Stéphane Moreau aurait enfin décidé d'enclencher la stratégie annoncée voici quatre ans : créer des synergies entre contenus éditoriaux de l'Avenir et Voo au profit des clients fixes et mobiles du câble wallon. Pratiquement, ces synergies se feraient par une intégration du pôle médias au sein de Voo.

## Priorité à l'intégration de l'Avenir à Voo

Si cette intégration peut avoir du sens, elle semble davantage répondre à une stratégie financière. Nethys aurait en effet déboursé un peu plus de 30 millions d'euros, en 2013, pour mettre la main sur les Editions de l'Avenir. Problème : aujourd'hui, la valeur du pôle EdA/Avenir Hebdo/Avenir Advertising aurait fondu de quelques millions. Or, on parle

ici d'argent public... Afin de ne pas acter une telle moins-value en cédant l'activité média et s'attirer à nouveau les foudres du monde politique wallon (lire ci-contre), M. Moreau aurait opté pour une intégration maximale au sein de VOO.

IPM Group et Rossel, les deux grands rivaux du paysage média francophone belge, observent tout ça avec grande attention. Ils sont d'accord sur au moins une chose : une consolidation du marché – en passant de trois à deux acteurs – est devenue inévitable. Dans un environnement de plus en plus numérique, un groupe de presse doit en effet atteindre une taille critique suffisante pour investir et se restructurer sur les nouveaux supports.

François le Hodey, patron d'IPM, a confirmé récemment à Publifin qu'il était candidat à la reprise des EdA. Cela permettrait aux deux entités de faire jeu égal avec Rossel en termes de parts de marché (voir notre infographie). Rossel, de son côté, peut difficilement racher les EdA sans avoir les autorités belges de la concurrence sur le dos.

Bernard Marchant, patron de Rossel, joue donc une autre carte : celle des synergies. Rossel a déjà avancé un premier pion capital en nouant, l'an dernier, un partenariat publicitaire avec EdA. Ce partenariat pourrait ne pas être le seul puisque Rossel est l'un des deux candidats en lice pour imprimer "L'Avenir" à partir de 2019.

## Double concentration au profit de Rossel ?

Ces synergies entre Rossel et EdA ne résoudraient rien en termes de concurrence et de gouvernance. Elles font même dire, tant chez IPM que dans le monde politique, que l'intégration verticale Voo/EdA contribue *de facto* à la concentration horizontale Rossel/EdA... Autrement dit, Rossel serait en train de prendre le contrôle de 70 % du marché publicitaire et de l'impression de la presse quotidienne en FWB, tout en laissant la rédaction de "L'Avenir" entre les mains de Voo/Nethys !

Le deuxième étage de la fusée consisterait alors à céder Voo/EdA. Selon le scénario le plus plausible, c'est Telenet ou Orange Belgique qui devrait se porter acquéreur, non pas pour mettre la main sur EdA mais sur le réseau. Car une fois Voo racheté, l'acquéreur s'empressera de céder EdA ! Et là, vu les synergies publicitaires et industrielles bâties avec EdA, Rossel serait clairement en position de force pour emporter le morceau.

Rossel joue  
la carte des  
synergies avec  
les Editions  
de l'Avenir.  
Jusqu'à mettre  
la main  
dessus ?